




**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE**

**UNIVERSITÉ MARIE ET LOUIS PASTEUR  
1, RUE CLAUDE GOUDIMEL  
25030 BESANCON CEDEX**

 03.81.66.57.03

@ [service.marches@umlp.fr](mailto:service.marches@umlp.fr)

**MARCHÉ PUBLIC A PROCÉDURE OUVERTE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

**OBJET DU MARCHÉ :  
MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE SOLUTION  
TÉLÉPHONIQUE  
SERVICES DE TÉLÉPHONIE FIXE**

Procédure soumise aux dispositions des articles R.2124-1, R2124-2, R2161-2 à R.2161-5  
du Code de la Commande Publique

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES .....	3
ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 3 – FORME ET DURÉE DU MARCHÉ.....	3
3.1 - FORME DE LA CONSULTATION.....	3
3.2 - DURÉE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT ET VARIANTES.....	4
ARTICLE 5 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES TITULAIRES.....	5
ARTICLE 7 – DESCRIPTIONS TECHNIQUES ET CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ .....	6
ARTICLE 8 – DISCRETION, SÉCURITÉ ET SECRET .....	6
ARTICLE 9 – PRIX, RETENUE DE GARANTIE .....	8
9.1 - CONTENU DES PRIX.....	8
9.2 - ÉTABLISSEMENT DES PRIX .....	8
9.3 - MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ.....	9
9.4 – VARIATION DANS LES PRIX.....	9
ARTICLE 10 – FACTURATION – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES .....	9
ARTICLE 11 – PÉNALITÉS.....	12
PENALITES POUR RETARD DANS LA TRANSMISSION DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE.....	14
PÉNALITÉ POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS DANS LE CADRE DE RÉPONSE .....	14
PÉNALITÉS POUR TRAVAIL DISSIMULÉ .....	14
ARTICLE 12 - PRÉPARATION ET COORDINATION DES MISES EN SERVICES.....	14
ARTICLE 13 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A L'ACHÈVEMENT DES INTERVENTIONS.....	15
ARTICLE 14 - RÉCEPTIONS DES INTERVENTIONS CORRECTIVES .....	15
ARTICLE 15 - GARANTIE .....	15
ARTICLE 16 - RESPONSABILITÉS - ASSURANCES.....	15
ARTICLE 17 - RÉSILIATION DU MARCHÉ .....	16
ARTICLE 18 - RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES .....	16
ARTICLE 19 - RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....	16
ARTICLE 20 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS .....	16
ARTICLE 21 - CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES .....	17
ARTICLE 22 - DEROGATION AU CCAG-TIC 2021 .....	17

---

## Article 1 – PARTIES CONTRACTANTES

---

Les parties contractantes sont :

d'une part :

UNIVERSITE MARIE ET LOUIS PASTEUR

1 Rue Claude Goudimel

25030 BESANCON CEDEX

Téléphone : 03 81 66 66 66

[www.uml.p.fr](http://www.uml.p.fr)

Représentée par son Président, Monsieur Hugues Daussy

D'autre part :

**Le titulaire du marché**

---

## Article 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

---

La présente consultation concerne :

**La mise en place d'une nouvelle solution téléphonique et les services de téléphonie fixe pour l'Université Marie et Louis Pasteur.**

Cette consultation inclut aussi toutes les démarches administratives et techniques nécessaires à la mise en oeuvre des fournitures et services.

Lieux d'exécution : l'ensemble des sites et zone de l'Université Marie et Louis Pasteur listés au CCTP.

---

## Article 3 – FORME ET DURÉE DU MARCHÉ

---

### 3.1 - FORME DE LA CONSULTATION

La présente procédure est passée sous la forme d'un Appel d'Offres Ouvert (AOO) sans négociation possible.

Elle est soumise aux dispositions des articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Il s'agit en l'espèce d'un marché public composite, avec une partie marché ordinaire, traité à partir de prix forfaitaires (lot 1), et une partie accord-cadre à bon de commande, traité à partir de prix unitaires (lots 1 et 2).

Cet accord-cadre à bons de commande est passé en application des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6 du Code de la commande publique. Il fixe toutes les stipulations contractuelles et est conclu avec un seul opérateur économique par lot. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande en application des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Il est par voie de fait mono-attributaire par lot avec un montant maximum global sur la durée du marché de : **980 000,00 € HT pour les deux lots (marché ordinaire et accords-cadres à bons de commandes).**

En application de l'article R.2162-4 3° du Code de la Commande Publique, les accords-cadres sont conclus avec montant maximum :

LOT	DÉNOMINATION	MONTANT MAXIMUM HT / AN
Lot 1	MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE SOLUTION TÉLÉPHONIQUE	30 000,00
Lot 2	SERVICES DE TÉLÉPHONIE FIXE	75 000,00

Les bons de commande seront notifiés au fur et à mesure des besoins.

### 3.2 - DURÉE DU MARCHÉ

La durée du marché est de 48 mois à compter de la date portée sur la notification du marché.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de **12 mois** à compter de la date portée sur la notification du marché.

Concernant le délai inhérent à la procédure de changement de prestataire et/ou à la mise en œuvre de nouveaux services, la notification de l'accord-cadre n'emporte pas début de fourniture des services, en revanche elle engage le titulaire envers le pouvoir adjudicateur à accomplir l'ensemble des opérations nécessaires et préalables à l'exécution des prestations pour le **01 novembre 2026 au plus tard.**

**L'accord-cadre comprend trois (3) reconductions tacites d'une durée de 12 mois chacune.**

En cas de non-reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur prendra à cet effet la décision de ne pas reconduire le marché et en informera le titulaire au plus tard 60 jours avant la fin du marché.

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre.

### Article 4 – ALLOTISSEMENT ET VARIANTES

Les prestations sont réparties en **DEUX (2) lots** désignés ci-dessous attribués séparément avec un seul attributaire par lot :

Lot 1	MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE SOLUTION TÉLÉPHONIQUE
Lot 2	SERVICES DE TÉLÉPHONIE FIXE

#### **VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### Article 5 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes dans l'ordre de priorité :

#### **Pièces générales :**

- l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;
- le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;
- les autres textes réglementaires s'y rapportant ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales - CCAG-TIC 2021 modifié du 29 décembre 2022 ;

- le Cahier des Clauses Techniques Générales – CCTG-TIC – applicables aux marchés publics de Techniques de l'Informations et de la Communication ;
- les normes et homologations nationales, européennes, internationales en vigueur, les normes AFNOR homologuées ou toute autre norme équivalente et/ou spécifique à l'objet du marché.

Ces derniers documents d'ordre général ne sont pas joints au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

Pièces particulières :

- l'Acte d'Engagement – ATTRI1 et ses annexes éventuelles, un par lot ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières - CCAP, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Université Marie et Louis Pasteur fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières – CCTP, intégrant le cadre de réponse dûment complété par le titulaire dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Université Marie et Louis Pasteur fait seul foi ;
- le mémoire technique contenant les informations complémentaires aux réponses apportées au cadre de réponse, et générales, sur le candidat ainsi que sur les prestations pouvant être proposées en rapport avec l'objet de la consultation, un par lot ;
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, pour le lot 1 ;
- les Bordereaux des Prix Unitaires - BPU dûment complétés, un par lot ;
- le Détail Quantitatif Estimatif – DQE, dûment complété, pour le lot 2 ;
- le catalogue des prestations et prix du titulaire (prix publics et rabaisés) ;
- les réponses aux questions posées au candidat retenu lors de l'analyse des offres (éclaircissements, précisions) ;
- les bons de commande.

NOTA : Dès la notification, tous les points renseignés par le titulaire sont contractuels.

En cas de contradiction, les stipulations des pièces contractuelles précitées prévalent dans l'ordre ci-dessus mentionné.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

## **Article 6 – OBLIGATIONS DES TITULAIRES**

### **NOTIFICATIONS DES MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DU TITULAIRE**

Le Titulaire est tenu de notifier au pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais, tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- la personne ayant la qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination : le titulaire devra fournir un extrait KBIS du Registre du Commerce et des sociétés, l'extrait des annonces Légales et Juridiques et un relevé d'identité bancaire traduisant ce changement,
- son adresse ou à son siège social,
- la cession d'une ou des différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse bancaire : le titulaire devra fournir un courrier stipulant qu'il désire être payé à un autre compte que celui indiqué dans le marché, en joignant un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel les versements devront être effectués à l'avenir.

---

## Article 7 – DESCRIPTIONS TECHNIQUES ET CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

---

Les règles sont définies et décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

---

## Article 8 – DISCRETION, SÉCURITÉ ET SECRET

---

### a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution des prestations, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

### b) Respect du Règlement Général relatif à la Protection des Données à caractère Personnel (RGPD)

***Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le contractant s'engage à effectuer pour le compte du responsable du traitement (pouvoir adjudicateur) les opérations de traitement de données à caractère personnel.***

***Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement européen 2016/679 dit Règlement Général sur la Protection des Données à caractère Personnel (RGPD) du 27 avril 2016 et celle qui en découle à compter du 25 mai 2018, date d'entrée en vigueur de son application.***

***Dans le cas d'un hébergement de données à caractère personnel sur un territoire extérieur à l'Union Européenne, le contractant devra se conformer aux exigences du chapitre V du RGPD et obtenir notamment de la CNIL l'autorisation préalable nécessaire.***

Le contractant s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché,
- traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable du traitement,
- informer le responsable du traitement si une instruction constitue une violation du règlement européen,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale de confidentialité, et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données,

- aider, dans toute la mesure du possible, le responsable du traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité). Par ailleurs et afin que celui-ci puisse y répondre, il informe le responsable du traitement de toute demande portée à son attention dans un délai de 15 jours maximum, délai porté à un mois selon la complexité et le nombre de demandes,
- notifier immédiatement et au plus tard dans les 24h, au responsable du traitement toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toutes les informations utiles afin de permettre au responsable du traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL ainsi qu'aux personnes concernées dans un délai de 72h à compter de la prise de connaissance de la violation de données par le prestataire,
- à communiquer au pouvoir adjudicateur, en cas de contrôle par la CNIL, toute difficulté susceptible de concerner les données du pouvoir adjudicateur ainsi que les mesures mises en oeuvre pour y remédier,
- aider le responsable du traitement en transmettant l'ensemble des données nécessaires à l'analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel,
- aider, dans toute la mesure du possible, le responsable du traitement à répondre à la CNIL en application de l'article 36 du RGPD,
- restituer l'ensemble des données au responsable du traitement et détruire les copies existantes qu'il aura en sa possession dans un délai maximum de 6 mois (sauf notification expresse contraire du responsable du traitement) à l'issue de la fin ou de la résiliation du marché,
- mettre à disposition du responsable du traitement, les informations nécessaires pour démontrer le respect de toutes ses obligations, permettre la réalisation d'audits et contribuer à ces audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un mandataire,
- vérifier, dans l'hypothèse où le prestataire a recours à un sous-traitant, le respect des règles en matière de protection des données à caractère personnel issues du règlement européen, et lui faire souscrire les mêmes engagements que ceux qui figurent dans le présent marché.
- Le cas échéant, de communiquer au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

Concernant l'Université Marie et Louis Pasteur, ces opérations de traitement sont plus particulièrement sous le contrôle de son délégué à la protection des données personnelles, en la personne de Mme Justine PIRANDA, juriste, que le maître d'oeuvre mandataire, les cotraitants et sous-traitants peuvent contacter, pour exercer leurs droits ou pour toute question sur ce traitement de leurs données, par courriel à l'adresse électronique suivante : [dpd@umlp.fr](mailto:dpd@umlp.fr) ou par voie postale à l'adresse suivante :

Université Marie et Louis Pasteur  
Direction des Affaires Juridiques  
A l'attention de Mme Justine PIRANDA  
1 rue Claude Goudimel  
25000 BESANCON

***Le contractant s'engage à adopter des mesures de sécurité d'ordre technique et organisationnel eu égard aux risques inhérents au traitement et à la nature des données à caractère personnel concernées, afin notamment :***

- d'empêcher toute personne non autorisée à avoir accès aux systèmes informatiques de traitement de données à caractère personnel,
- d'empêcher que des supports de stockage puissent être lus, copiés, dupliqués, modifiés ou déplacés sans autorisation,
- d'empêcher toute introduction non autorisée de données dans la mémoire ainsi que toute divulgation, toute modification ou tout effacement non autorisé de données à caractère personnel mémorisées,
- d'empêcher des personnes non autorisées d'utiliser des systèmes de traitement de données au moyen de transmission de données,
- de garantir que les utilisateurs autorisés d'un système de traitement des données ne puissent accéder qu'aux données à caractère personnel que leur droit d'accès leur permet de consulter,

- de garder une trace des données à caractère personnel qui ont été communiquées, du moment où elles ont été communiquées et de leur destinataire,
- de garantir qu'il sera possible de vérifier à posteriori quelles données à caractère personnel ont été traitées, à quel moment et par quelles personnes,
- de garantir que des données personnelles qui sont traitées pour le compte de tiers ne peuvent l'être que de la façon prévue par l'instruction ou l'organe contractant,
- de garantir que, lors de la communication de données à caractère personnel et du transport de supports de stockage, les données ne puissent être lues, copiées ou effacées sans autorisation,
- de concevoir sa structure organisationnelle de manière qu'elle réponde aux exigences de la protection des données.

Le responsable du traitement s'engage à :

- fournir au contractant les données nécessaires à la réalisation du marché,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le contractant,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du contractant et la réglementation qui en découle,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du contractant.

#### b) Mesures de sécurité

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

### **Article 9 – PRIX, RETENUE DE GARANTIE**

---

#### **9.1 - CONTENU DES PRIX**

Tous les prix seront exprimés en **euros**.

Les prix de l'accord-cadre sont hors taxe à la valeur ajoutée (TVA). Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.2 du CCAG-TIC, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

#### **9.2 - ÉTABLISSEMENT DES PRIX**

Les prix du marché ordinaire sont forfaitaires.

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires et des quantités réellement exécutées.



### **9.3 - MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base et les conditions économiques du mois de signature du marché par le titulaire de chacun des lots. Ce mois est appelé M 0 (mois zéro).

### **9.4 – VARIATION DANS LES PRIX**

Pour le lot 1 – les prix sont forfaitaires pour la durée du marché.

Pour les lots 1 et 2 – les prix sont unitaires et non révisables pendant toute la durée de l'accord-cadre.

## **Article 10 – FACTURATION – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES**

Le règlement des sommes dues aux titulaires fait l'objet **de paiements forfaitaires pour le lot 1 et mensuels pour les lots 1 et 2**, par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB/RIP original.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-TIC 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022 et comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire du marché ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la décomposition des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-TIC 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022 ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

### **FACTURATION ÉLECTRONIQUE**

Conformément aux articles D2192-1 à D2192-2, L2192-1 à L2192-7 et R2192-3 du Code de la Commande Publique relatifs à la facturation électronique, **le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.**

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire, les cotraitants et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la réalisation des prestations / au dernier jour de la période faisant l'objet de la facturation (pour les prestations qui s'exécutent de façon continue). Il est susceptible de subir des variations en fonction de la législation en vigueur.

\*\*\*\*\* Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la Commande Publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le rejet pur et simple de la facture du titulaire sur le portail Chorus Pro, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

→ Une documentation utilisateur dédiée aux fournisseurs est disponible sur le site d'information Communauté Chorus Pro à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-une-facture-unitaire-ou-par-lot/>

Les informations pour déposer ces demandes de paiement sur Chorus Pro sont les suivantes :

- SIRET de l'Université Marie et Louis Pasteur : 93810656400017
- Cadres de Facturation : A1- Dépôt par un fournisseur d'une facture
- Engagement Juridique : ce dernier vous sera communiqué lors de la notification du marché
- Numéro de Marché : ce dernier vous sera communiqué lors de sa notification
- Code Service : 921

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisées).

### **MODE DE RÉGLEMENT**

Le délai de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à trente (30) jours conformément aux articles L2192-10, R2192-10 et R2192-2-12 à R2192-16 du Code de la Commande Publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'oeuvre du marché ou le cotraitant ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque Centrale Européenne (BCE), en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage (ainsi, à titre d'exemple, si le délai de fin de paiement se situe entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 30 juin 2024, le taux des intérêts moratoires appliqué sera de 12.5 %).

Un forfait de quarante euros (40 €) sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché serait redevable seront réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire, ou par un avoir en cas de paiement déjà effectué par l'Université Marie et Louis Pasteur.

### **RECYCLAGE - SUSPENSION - REJET DE FACTURE**

Une facture du titulaire pourra être, à l'initiative de l'Université Marie et Louis Pasteur et via le portail Chorus Pro soit :

- « à recycler » s'il y a une erreur dans les données du destinataire
- « suspendue » si des pièces justificatives sont manquantes
- « rejetée » si certaines données de facturation sont erronées

Le motif de ce changement d'état de la facture du titulaire sera indiqué par le biais du portail Chorus Pro et le titulaire en sera alerté via l'adresse mail fourni lors de la création de son compte sur cette plateforme.

Le titulaire trouvera via le lien suivant , <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/comment-traiter-une-facture-qui-mest-renvoyee/#1587634615311-82ace6c7-ee47> , tous les renseignements nécessaires pour traiter sa facture qui lui a été retournée.

### **AVANCE**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG-TIC 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et conformément aux stipulations des articles R2191-3 et R2191-7 du Code de la Commande Publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Cette avance est égale à **5%** du montant initial du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du Code de la Commande Publique, le taux minimal de l'avance est porté à **20 %** selon le CCAG-TIC 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

En application des articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la Commande Publique, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% de leur montant initial. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant des prestations qui lui sont confiées.

L'avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-17 à R2193-21 du Code de la Commande Publique, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT et ont une durée d'exécution supérieure à deux mois. La demande de versement de l'avance du sous-traitant agréé est présentée par celui-ci au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution. Les modalités de détermination du montant de l'avance, de son versement et de son remboursement sont identiques à celles applicables au titulaire.

#### **COTRAITANCE OU SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance est possible dans les conditions prévues aux articles L2193-1 à L2193-4 de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par application de l'article 12 du CCAG-TIC 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

### **Article 11 – PÉNALITÉS**

#### **PÉNALITÉS POUR RETARD**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, les pénalités s'appliqueront sans minimum de montant.

Les pénalités ne sont pas assujetties à TVA.

Elles s'entendent nettes mais s'affichent en montant HT.

**LOT 1 – Mise en place d'une nouvelle solution téléphonique**

**Pénalités - mise en service**

	Thème	Seuil de déclenchement	Montant de la pénalité
1	Pour non-respect du planning d'exécution	A compter du 1 <sup>er</sup> jour ouvré suivant la date de démarrage prévue, sans mise en demeure préalable	<b><u>150 €</u></b> par jour ouvré de retard
2	Absence aux réunions de l'interlocuteur dédié	Pour chaque absence constatée non excusée, sans mise en demeure préalable	<b><u>100 €</u></b> par réunion
3	Pour non-remise de document technique	Pour chaque document manquant, sans mise en demeure préalable	<b><u>500 €</u></b> par document manquant

**Pénalités pour retard dans l'intervention ou le rétablissement**

	Thème	Seuil de déclenchement	Montant de la pénalité
1	Délai de retard dans le rétablissement : - Panne majeure : panne de plusieurs services de communication impactant plus de 50% des utilisateurs	À compter de la 1 <sup>ère</sup> heure ouvrée suivant la GTR prévue, sans mise en demeure préalable.	<b><u>100 €</u></b> par heure ouvrée de retard
2	Délai de retard dans le rétablissement : - Panne majeure des POPC, applications de l'ensemble du système (suivant description CCTP)		<b><u>100 €</u></b> par jour ouvrés de retard

**LOT 2 – Services de téléphonie fixe**

**Pénalités pour retard dans la mise en service**

	Thème	Seuil de déclenchement	Montant de la pénalité
1	Délai de retard dans la mise en service : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un accès primaire ou équivalent</li><li>- d'une solution Trunk SIP 60 canaux</li></ul>	A compter du 1 <sup>er</sup> jour ouvré suivant la date de livraison prévue, sans mise en demeure préalable	<b>75 €</b> par jour ouvré de retard
2	Délai de retard dans la mise en service : <ul style="list-style-type: none"><li>- de canaux SIP supplémentaires</li><li>- de fourniture de numéro SDA</li></ul>		<b>50 €</b> par jour ouvré de retard

**Pénalités pour retard dans le rétablissement**

	Thème	Seuil de déclenchement	Montant de la pénalité
1	Délai de retard dans le rétablissement : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un accès primaire ou équivalent</li><li>- d'une solution Trunk SIP 60 canaux</li></ul>	À compter de la 1 <sup>ère</sup> heure ouvrée suivant la GTR prévue, sans mise en demeure préalable.	<b>50 €</b> par heure ouvrée ou ouvrable de retard suivant GTR

**PÉNALITÉS POUR RETARD DANS LA TRANSMISSION DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE**

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article 6.1 "Assurance" du présent CCAP. Le maître de l'ouvrage appliquera une pénalité de retard égale à 100 € par jour ouvré de retard.

**PÉNALITÉ POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS DANS LE CADRE DE RÉPONSE**

Le maître de l'ouvrage appliquera une pénalité de 150 € par infraction constatée

**PÉNALITÉS POUR TRAVAIL DISSIMULÉ**

Suite à un contrôle, si le titulaire ou un des membres du groupement titulaire ne respecte pas ses obligations au regard de la réglementation sur le travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur mettra en demeure le titulaire de régulariser sa situation. Ce dernier doit apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation litigieuse dans le délai fixé par la mise en demeure. Si cette disposition n'est pas suivie d'effet, le pouvoir adjudicateur procédera à la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

**APPLICATION ET CUMUL DES PÉNALITÉS**

Les pénalités sont dues à compter du premier euro par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC.

**Les pénalités sont cumulables.**

Les pénalités sont applicables sur simple constatation de retard par le pouvoir adjudicateur, et ce, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure, ni à une procédure contradictoire.

**Article 12 - PRÉPARATION ET COORDINATION DES MISES EN SERVICES**

Le titulaire s'engage à accomplir l'ensemble des opérations nécessaires et préalables à l'exécution des prestations à partir de la date notée sur la notification (délai inhérent à la procédure de changement de prestataire et/ou à la mise en œuvre de nouveaux services).

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L.5212-1 à 4 du Code du Travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

---

## **Article 13 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A L'ACHÈVEMENT DES INTERVENTIONS**

---

### **REMISE EN ÉTAT DES LIEUX**

Les locaux devront être nettoyés et débarrassés de tous les emballages et autres déchets après chaque intervention sur site.

### **DOCUMENTS A FOURNIR APRÈS CHAQUE INTERVENTION**

Les documents à fournir après mise en service des liaisons ou interventions concernent les bons de livraisons et de raccordements, d'intervention et les comptes-rendus.

---

## **Article 14 - RÉCEPTIONS DES INTERVENTIONS CORRECTIVES**

---

Chaque intervention corrective donnera lieu au contrôle et à l'acceptation du service Réseaux et Télécoms de l'Université Marie et Louis Pasteur.

Le titulaire avise l'Université Marie et Louis Pasteur de l'achèvement de l'intervention afin qu'un contrôle de bon fonctionnement puisse avoir lieu.

---

## **Article 15 - GARANTIE**

---

Tout matériel installé bénéficiera d'une garantie de deux ans pour les prestations forfaitaires ou courant tout au long du marché s'il est fourni en location à compter de sa mise en place.

---

## **ARTICLE 16 - RESPONSABILITÉS - ASSURANCES**

---

### **RESPONSABILITÉ**

Le titulaire sera responsable de tout dommage causé aux tiers par son fait, sa négligence, son imprudence, ou par le fait de personnes dont il doit répondre et de choses qu'il a sous sa garde, conformément aux articles 1382 à 1386 du Code Civil.

### **ASSURANCES**

Conformément à l'article 9 du CCAG-TIC 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, le titulaire devra remettre, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, une attestation d'assurance en cours de validité justifiant qu'il est couvert au titre de la responsabilité civile (articles 1382 à 1384 du code civil), ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas d'accident ou de toute nature des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Ils auront également souscrit une assurance au titre de la garantie couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code Civil.

---

## **ARTICLE 17 - RÉSILIATION DU MARCHÉ**

---

Concernant le marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-7 à L2141-12 et L2142-1 de l'Ordonnance<sup>°</sup>2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du Travail conformément à l'article 51-III du Décret N°2016-360 du 25 mars 2016, il sera résilié aux torts du titulaire.

---

## **Article 18 - RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES**

---

En aucun cas, et pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution des marchés passés selon des accords-cadres.

Outre les procédures de médiation, conciliation et arbitrage, voir le recours à la CCRA, il sera privilégié la résolution amiable des litiges entre les parties par le biais d'une transaction établie selon la validation d'un protocole transactionnel.

Ce dernier pourra être rédigé dans les cas suivants :

- Indemnisation du titulaire du marché pour des travaux ou prestations supplémentaires réalisés hors contrat ;
- Réparation des dommages subis par le pouvoir adjudicateur ou par le titulaire du marché ;
- Règlement des conséquences d'un marché annulé par le juge.

Ce contrat négocié aura pour objectifs :

- D'arriver au règlement complet du litige par des concessions réciproques équilibrées ;
- De préciser les sommes dues.

---

## **Article 19 - RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

---

Si les contestations susmentionnées ne trouvent pas de solution à l'amiable, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent concernant en la matière.

En aucun cas, et pour quelque motif que ce soit, les litiges, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoqués par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

---

## **Article 20 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

---

**Référé contractuel** (articles L551-13 à L551-16 du Code de Justice Administrative) dans un délai de 1 mois à compter de la publication d'un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne et dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché dans les autres cas.

**Recours de pleine juridiction** : par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de la parution de l'avis d'attribution annonçant la conclusion du marché



**Recours pour excès de pouvoir** contre les actes détachables dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision contestée ou recours de pleine juridiction contre le contrat dans un délai de deux mois à compter de l'avis d'attribution.

Instance compétente pour l'introduction des procédures de recours :

**Tribunal administratif – 30 rue Charles Nodier – 25000 Besançon**

**Téléphone : 03.81.82.60.00**

**@ greffe.ta-besancon@juradm.fr**

---

## **Article 21 - CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES**

---

Code de la Commande Publique :

➤ Article L2191-8

Le titulaire d'un marché peut céder la créance qu'il détient sur l'acheteur à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

Le titulaire d'un marché peut nantir la créance qu'il détient sur l'acheteur auprès d'un établissement de crédit ou d'un autre créancier.

➤ Article R2191-45

Le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

➤ Article R2191-54

Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire.

---

## **Article 22 - DEROGATION AU CCAG-TIC 2021**

---

Les dérogations aux articles du CCAG-TIC, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

L'article 11 déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG-TIC 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

L'article 18 déroge à l'article 43 du CCAG-TIC 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Lu et approuvé par le candidat

A..... Le.....

Signature et cachet :